

## Ceux qui sont en jeux au Venezuela, La crise vénézuélienne saisie par ses acteurs

Note de recherche  
26/03/2014

**Eduardo Rios Ludena**  
*Doctorant Sciences Po Ceri/Opalc*

Le 12 février 2014, deux manifestations se sont déroulées à Caracas en commémoration de la journée de la jeunesse, journée traditionnelle de mobilisations étudiantes. Le gouvernement qui a obtenu des résultats très défavorables aux élections étudiantes des universités dites traditionnelles depuis son arrivée au pouvoir (publiques et privées) a organisé, de son côté, une manifestation dans l'ouest de la capitale avec « sa » jeunesse. La manifestation de l'opposition a réuni deux revendications séparées. La première était politique. Le parti Voluntad Popular (VP) de Leopoldo López et la députée Maria Corina, s'est servi de la date symbolique pour pousser leur agenda de mobilisation devant aboutir sur une assemblée constituante qu'ils ont nommé #lasalida (la sortie). Les étudiants, eux, manifestaient contre la répression dont avait été objet une manifestation du mardi 4 février dans l'Etat de Táchira, frontalier de la Colombie. Cette mobilisation du 4 exigeait une amélioration de la sécurité à la ULA (Université des Andes, publique ; spécifiquement le campus de l'Etat de Táchira) ; ce, à la suite d'une tentative de viol dans l'enceinte de l'université le jour précédent. Cette manifestation couronnée avec des attaques sur la Maison de gouvernement de l'Etat de Táchira (où était présente la famille du gouverneur) par certains manifestants a été fermement réprimée. Une dizaine de leaders étudiants ont eu droit à des jugements sommaires dans le CORE (commandement régional intégré de l'armée) de la région. Ils ont ensuite été transférés, dans la nuit, jusque dans la prison de Coro à une douzaine d'heures de San Cristóbal (Capitale de l'Etat). Cette action devait séparer les étudiants de leurs familles et donc de leur zone d'influence. Cette réaction musclée, a provoqué de très fortes réactions des mouvements d'étudiants de Caracas qui ont également décidé d'utiliser la date du 12 février, pour déposer auprès du bureau du procureur général une demande de libération des étudiants emprisonnés. Cette incarcération a aussi provoqué une improbable réaction de la part des *pranes* de la prison de Coro (sorte de prisonniers chefs-de-prisons dans la structure carcérale vénézuélienne) qui ont refusé ces prisonniers qui n'étaient pas de droit commun.

La manifestation à Caracas a quitté la place Venezuela à midi (géographiquement la limite entre l'est et l'ouest de la ville), en direction du centre historique de la capitale (à l'ouest géographique). Vers 16 h, alors que les organisateurs de la mobilisation (les partis et les étudiants) s'étaient déjà retirés, les quelques manifestants encore sur place ont décidé de « casser » le frontispice du bureau du procureur général. Ces attaques ont été repoussées à balles réelles par des effectifs de la police politique (le Sebin) et par des civils protégés par le cordon policier<sup>1</sup>. Ceux que la presse a appelé « *colectivos* » (collectifs). À cette heure-là, un jeune étudiant d'une université privée a été assassiné dans le centre de Caracas. À la même heure, pas très loin, un cadre des *colectivos* de la zone populaire du 23 de enero et ancien policier, est mort lui aussi. Les deux ont reçu des balles dans la tête. Dans la soirée, des manifestations ont éclaté dans un quartier de classe moyenne basse de la capitale, Chacao. Elles ont été très fortement réprimées par les policiers et les *colectivos*. Un troisième homme est mort, lui aussi

---

<sup>1</sup> <http://www.ultimasnoticias.com.ve/noticias/actualidad/investigacion/video---uniformados-y-civiles-dispararon-en-candel.aspx>



d'un tir dans la tête ; il avait porté le premier mort de la journée vers l'ambulance où il a finalement péri. Ce soir là, se tenait un défilé militaire en commémoration du centenaire de la « bataille de la Victoria » – en honneur de laquelle ce jour a été institué en 1947 comme « journée de la jeunesse ». Vers 19 h, Maduro, président de la république, a donné une allocution simultanée sur toutes les chaînes du pays. Face à un parterre de ses plus proches ministres qui s'étaient réunis pour la célébration, il y a dénoncé un coup d'Etat en cours.

Nous avons décidé d'ouvrir cette brève analyse des événements qui agitent le Venezuela depuis un mois par cette commémoration du centenaire de la journée de la jeunesse pour deux raisons. En premier lieu, la chronique des événements de cette « première journée » permet de mettre en scène la multiplicité des acteurs en jeu des deux côtés de l'échiquier politique. Deuxièmement, elle permet d'ouvrir avec une métaphore historique qui nous servira à prendre de la distance par rapport aux réactions pavloviennes que semble susciter la situation vénézuélienne chez certains observateurs internationaux. Le 12 février 1814, lors d'une des batailles de la guerre d'indépendance, le lieutenant de Boves, Francisco Tomás Morales, attaque la ville de la Victoria avec, pour objectif, de détruire les voies de communication entre Bolivar (en campagne dans la ville de Valencia au centre du pays) et José Felix Ribas (commandant de Caracas)<sup>2</sup>. Le *llanero* (sorte de cowboy) Boves, personnage très intéressant de l'indépendance du Venezuela, était un commerçant de taille moyenne de l'actuel Etat Bolivar. Lorsque Simón Bolivar s'impose militairement en 1813, il prend les armes contre le gouvernement républicain. Il se bat pour la couronne espagnole avec une armée très fortement composée de noirs et de métisses<sup>3</sup>. C'est d'ailleurs grâce aux étudiants (universitaires) plus fortunés de Caracas que Ribas repousse les attaques des troupes royalistes métisses et noires. Bien que finalement Boves rentre à Caracas et Bolivar prend l'exil, cette victoire de *la Victoria*, permet de revenir, par cette métaphore historique, sur le tropisme de classe qui agite les analyses sur le Venezuela contemporain. Puisqu'il nous semble que le simple intérêt porté pour la composition sociale des troupes politiques des groupes en confrontation cache la forêt du débat politique qui est lui très riche.

### *Une mobilisation qui cherche son message*

Cette première journée de manifestations a ouvert la voie à une première semaine de mobilisations étudiantes qui se sont concentrées dans les quartiers de l'est de la ville de Caracas où l'opposition et ses polices locales les ont tolérées (de plus ou moins bon gré). Ces premières mobilisations ont été marquées par un débat très vif entre les mouvements étudiants universitaires (les élus des centres d'étudiants) gagnés à l'idée de mobilisations sans dégâts matériels et certains jeunes qui voulaient entraîner les rassemblements vers des actions plus spectaculaires<sup>4</sup>. L'agenda du mouvement étudiant s'est concentré sur les régimes d'incarcération imposés par le gouvernement et contre la répression, marquée par une série de dénonciations de cas de tortures portées par des organisations de droits de l'homme. Les premières barricades dans les places de l'est de la ville se sont déroulées en marge des manifestations étudiantes. Les manifestations sont devenues quotidiennes à Caracas, et la réponse policière l'est devenue aussi. Rapidement les mobilisations se sont étendues à plusieurs villes du pays, mais se sont concentrées sur les villes les plus importantes : Valencia, Maracaibo, Barquisimeto, Mérida, San Cristóbal, Caracas, etc.

Le mardi 18 février, suite à des tractations avec le gouvernement, Leopoldo López, qui avait appelé à la manifestation du 12 février, a accepté de se rendre au gouvernement lors d'une manifestation massive dans le quartier d'affaires del Rosal. Elle devait parvenir au centre de la ville mais a été retenue par un cordon de la Police Nationale Bolivarienne. Le jour précédent, le siège de son parti, Voluntad Popular avait été pris d'assaut par des effectifs policiers qui cherchaient Carlos Vecchio, le vice-président du parti (aujourd'hui en cavale). Sa détention n'a pas freiné les différents types de mobilisations qui ont eu lieu dans le pays.

<sup>2</sup> « La Victoria, Batalla de » in Diccionario histórico de Venezuela, Caracas, Fundación Polar, 1997, p.887 t.2

<sup>3</sup> Edgardo Mondolfi Gudat, *José Tomas Boves*, Caracas, El Nacional, 2005, Biblioteca Biográfica Venezolana

<sup>4</sup> Je serais ravi de partager les notes de mon carnet de terrain sur une manifestation étudiante.



Sans vouloir nous étendre sur la chronologie précise des événements, nous souhaitons ici différencier les types de mobilisation qui se sont déroulés depuis un mois et demi. Les manifestations organisées par les étudiants et les partis d'oppositions, se distinguent en premier lieu de celles qui finissent en batailles de pierres contre bombes lacrymogènes et balles réelles. Sont différents également les barrages organisés par des habitants de certains quartiers de Caracas, qui sont appelées *guarimbas* (refuges). Il s'agit de barricades plus ou moins élaborées qui remplissent différentes fonctions<sup>5</sup>. Il faut ici insister sur cette forme de mobilisation récurrente dans les mouvements sociaux du Venezuela (populaires et de classe moyenne si la distinction s'applique). Le blocage des rues comme forme de revendication est très répandu. En 2012, le pays a connu autour de 5500 manifestations selon l'observatoire vénézuélien de la conflictivité sociale<sup>6</sup> (OVCS) et il semblerait que l'année dernière les chiffres aient été similaires. Il ne faut donc pas attribuer à ces barrages une intention politique propre mais plutôt les considérer comme des répertoires de l'action collective vénézuélienne, pour utiliser le jargon de la science politique. Dans son expression la plus récente, il faut remarquer que ces *guarimbas* dites de la classe moyenne, se sont concentrées non pas dans les quartiers les plus aisés de la capitale mais dans des quartiers avec des salaires intermédiaires (entre 2 et 6 salaires minimum) et qui ont été particulièrement frappés par l'inflation de 56% l'année dernière selon la banque centrale (encore plus avec la dévaluation programmée de 1000% qui s'applique au compte goute).

Ces multiples formes d'expression politique qui prennent des formes variées sont convoquées par des groupes différents et ne sont pas toujours encadrées par des organisations de l'opposition ; quoi que ceux qui y participent s'y revendiquent très sûrement. Parmi ces manifestations, celles qui ont été le plus réprimées ont fait l'objet d'une plus grande couverture médiatique. Cette hétérogénéité dans les formes de mobilisation se retrouve aussi dans le caractère régional de certaines manifestations. Par exemple la ville de San Cristóbal, dans l'Etat de Táchira, a assisté à des scènes très violentes d'affrontements de rue. Des quartiers entiers sont devenus inaccessibles aux forces de l'ordre pendant plusieurs semaines. C'est aussi la ville du pays qui compte le plus de militaires assassinés. Ce qui n'a pas été le cas de Caracas ou de Maracaibo marquées par une importante répression, mais où les « fronts », si l'on peut utiliser une expression militaire, étaient plus localisés.

Bien que la tentation existe de vouloir adosser à ces manifestations une intention politique claire, il nous semble plus judicieux d'émettre l'hypothèse qu'elles sont le résultat de superpositions de revendications diverses. Aux manifestations étudiantes se sont juxtaposés des mouvements de médecins, de journalistes, de professeurs universitaires, de partis politiques (pro et anti gouvernement), de travailleurs pétroliers (proches du gouvernement, pour critiquer les manifestations), etc. Ce qui nous pousse à croire qu'il peut être plus juste de chercher à comprendre ces mobilisations dans le cadre de l'interaction des agents politiques qui sont présent au Venezuela. Une vision qui chercherait à analyser les événements des dernières semaines comme un match de football (en cherchant à trouver un vainqueur) court le risque de tomber dans une erreur *pars pro toto* et de donner un sens *ex post* à une série superposée de manifestations qui ne sont que cela. Il ne faut pas nier que ces séries gravitent autour de barycentres bien identifiés qui les colorent politiquement. Mais vouloir trouver un « sens » à ces mobilisations pose un risque de surinterprétation de la situation. Les slogans de « chute du gouvernement » et de « coups d'Etat fasciste » qui sont des bannières pour la mobilisation de certaines factions des différents groupes politiques, doivent être considérés comme des excès langagiers dans une situation politique tendue plus que comme une description de la réalité de la situation politique ou l'évidence d'une intention quelconque.

Cependant, s'il fallait prendre un facteur qui permette de singulariser cette série de manifestations superposées, il nous semble que l'intensité de l'affrontement entre la police et l'armée contre les manifestants serait déterminante. Selon la procureure générale de la république, depuis le 12 février il y a eu une trentaine de morts (dont 5 effectifs des forces de l'ordre), 450 blessés, 2000 arrestations (la

<sup>5</sup> Par exemple la *guarimba* devant l'appartement où nous résidons arborait les restes d'un sapin de Noël et était décorée tous les jours par les *viejas* du voisinage. Elle servait justement à limiter le passage de voitures. Sur la barricade étaient inscrits des messages politiques contre le gouvernement. A l'exception de deux journées où le passage a été totalement interrompu pendant les deux semaines de *guarimba* il restait un passage ouvert. D'autres étaient des tas de poubelle brûlée ou des égouts ouverts pour affronter les motos soit des policiers soit de ces groupes civils armés qui semblent accompagner les policiers. Elles pouvaient durer le temps d'une nuit ou se prolonger pendant plusieurs jours.

<sup>6</sup> <http://www.observatoriodeconflictos.org.ve/oc/wp-content/uploads/2013/01/Conflictividad-Social-en-Venezuela-en-2012.pdf>



moitié avec régime de présentation mensuel devant les tribunaux) dont 121 fermes. Elle a également reconnu avoir reçu la dénonciation de 60 cas d'abus des droits de l'homme<sup>7</sup> qui sont des dénonciations de torture pendant les gardes à vue. À cela il faut ajouter l'incarcération de deux maires d'opposition pour promotion des barricades. De plus, la députée Maria Corina Machado a perdu son immunité parlementaire pour incitation à la violence ; puis a été unilatéralement démise de ses fonctions par le président de l'assemblée nationale. Cette violence « officielle »<sup>8</sup> a été accompagnée d'une violence civile de groupes armés proches du gouvernement<sup>9</sup>. Il existe aussi des cas dénoncés de victimes fatales par les barricades ; notamment une décapitation par un fil posé pour éviter le passage de ces groupes à moto armés. Cette violence a conditionné la continuité du mouvement. Le nombre des barricades s'est réduit et l'augmentation de la présence militaire a limité les affrontements physiques ; bien que la répression des manifestations avec des bombes lacrymogènes est encore courante. Un exemple de cette transformation des formes de mobilisation peut être trouvé dans la Plaza Altamira. Le gouvernement a décidé de militariser la zone le lundi 17 mars à 4h30 du matin<sup>10</sup>. En protestation, un groupe de dames du quartier a commencé une prière face à une statue de vierge dans la place vers 16h30. Comme elles n'avaient pas été évacuées les manifestants se sont concentrés de plus en plus nombreux et ont occupé la place, neutralisant l'action militaire. Il semble que les manifestations prennent donc – une fois de plus – une nouvelle direction. Bien qu'à ce point encore l'imprévisibilité du mouvement et des réactions gouvernementales soit l'hypothèse la plus sûre d'analyse.

Nous posons donc une hypothèse forte qui devrait nous permettre de continuer cette brève analyse. Des raisonnements menés en termes de qualification de ces manifestations semblent tous conclure que la ligne actuelle du mouvement est floue et la direction politique plutôt absente. Nous tenterons plus bas de nuancer cette proposition. Pour faire face à la complexité, il semblerait que la réaction la plus habituelle de la presse internationale soit justement de proposer une explication en termes de causalité qui établisse une « explication » à la situation actuelle. Il nous semble qu'une approche plus intéressante pour faire sens de ces manifestations est de donner une grille de lecture des oppositions en jeu et du « bruit » que ces interactions semblent provoquer.

### *Des analyses qui veulent lui en donner une*

Depuis le début des manifestations, deux types d'explication semblent être véhiculés pour leur donner sens. La première pourrait être qualifiée de socio-économique. Elle consiste à prendre des données économiques et à en déduire les motivations que pourraient porter les différents groupes sociaux à se mobiliser. D'une part sont repris les chiffres de la croissance économique en berne (nulle ou faible pour cette année), de l'inflation mirobolante (56% l'année dernière), la faiblesse des réserves internationales en dollars (autour de 20 milliards de dollars, soit quatre mois d'importations si l'Etat ne faisait qu'importer), les pénuries persistantes (autour de 30% des produits), la taille de la dette extérieure, la dette en dollars auprès des importateurs nationaux de 10 milliards de dollars, et les 20 milliards de dollars qui ont été volés via des entreprises fantôme en 2012 (dénoncées par le ministre de la planification). A ces données, on ajoute les 24 000 assassinats de 2013 estimés par l'observatoire vénézuélien de la violence ou les 14 000 selon le ministère de l'intérieur ; puis on conclut à l'inévitabilité des manifestations. Face à cette avalanche de données négatives, il semblerait presque antinaturel de ne pas y adhérer. Cependant les enquêtes ne semblent pas montrer une approbation massive des « chavistes mécontents » pour ces manifestations, bien que la popularité de Maduro ait chuté deux mois après les élections municipales gagnées avec 10 points d'avance.

<sup>7</sup> [http://www.bbc.co.uk/mundo/ultimas\\_noticias/2014/03/140323\\_ultnot\\_venezuela\\_protestas\\_fiscal\\_excesos\\_en.shtml](http://www.bbc.co.uk/mundo/ultimas_noticias/2014/03/140323_ultnot_venezuela_protestas_fiscal_excesos_en.shtml)

<sup>8</sup> A cette violence personnelle il faut joindre une violence sur des quartiers auxquels l'armée coupait l'électricité avant d'y entrer avec des équipes de contention des manifestations. Il existe aussi de nombreux cas de perquisitions sans ordre judiciaire dans les quartiers les plus fortement acquis à l'érection de barricades. Les chiffres reconnus par la procureure sont individuels et sont ceux que nous avons cités plus haut.

<sup>9</sup> Le dernier en date est l'entrée de groupes armés au sein de l'université centrale du Venezuela (faculté d'architecture) qui a résulté en la fracture du crâne d'un étudiant.

<sup>10</sup> <http://www.eluniversal.com/caracas/140317/militarizado-el-municipio-chacao>



D'autre part un deuxième groupe de chiffres sont évoqués, comme l'investissement social du gouvernement, ceux de l'explosion des inscriptions universitaires et ceux de la réduction de la pauvreté et de l'indice de Gini. Face à ces autres données, on conclut facilement que les manifestations actuelles sont des « manifs de riches ». Cependant comme nous l'avons souligné plus haut, ce ne sont pas les quartiers les plus riches qui se mobilisent (violemment), mais plutôt les quartiers où les salaires intermédiaires ont été très directement affectés par l'inflation et qui ont souffert d'une perte réelle de pouvoir d'achat depuis 2012. Si nous voulions élaborer une hypothèse qui reste à vérifier : se mobiliseraient ceux qui ont réellement vu leur niveau de vie augmenter sous Chavez (la classe moyenne basse pour schématiser<sup>11</sup>), et qui sont fragilisés par l'inflation et les dévaluations. Au contraire, la population plus démunie sent la situation actuelle empirer sans pour autant la percevoir comme bien différente. Puisqu'avec l'inflation les salaires les plus bas ont eux aussi été érodés sans que leur niveau de vie n'ait été atteint pour autant. Cela s'expliquerait notamment par la persistance de programmes d'aide sociale. Ce qui ne veut pas dire que la situation soit vécue dans l'indifférence par les secteurs populaires. Cette explication ne reste qu'anecdotique, mais dans le centre de Caracas nous avons écouté une conversation sur le problème de pénurie de bouteilles de gaz dans les quartiers populaires. Ils sont habituellement transportés en camion. L'un des interlocuteurs disaient qu'il ne mangeait pas chez lui depuis une semaine par ce que « le camion de gaz » n'en avait pas « monté ». Les *barrios*, quartiers populaires de la zone de Caracas sont normalement adossés aux collines qui entourent la ville. Il ajoutait que lorsque « le camion » est monté « au barrio » pour dire qu'il n'avait pas trouvé de gaz, il avait été séquestré jusqu'à ce qu'un délégué du ministère d'énergie ne vienne sur place.

La deuxième explication des événements actuels qui est avancée tente d'élucider les motivations politiques de chacun des acteurs en jeu. Cette forme d'analyse mobilise des explications plutôt binaires sur les oppositions dans le pays. Dans le camp du gouvernement, il y aurait une opposition civile/militaire, une opposition entre Maduro (président) et Diosdado Cabello (président de l'assemblée nationale), entre une ligne dure économique (représentée par Giordani ministre de planification) et une ligne plus modérée (représentée par Nelson Merentes – président de la banque centrale – et Rafael Ramirez – président de l'industrie pétrolière, ministre du pétrole et vice-président du secteur économique). Ces lignes de confrontations sont très compliquées à saisir puisque ces groupes supposés ne sont pas identifiables et peuvent être superposables (militaire, pro Maduro et de ligne dure économique ; ou toute permutation possible et non limitée à ces trois oppositions). Une explication similaire est avancée pour l'opposition. Il y aurait un affrontement entre Leopoldo López de ligne dure et Capriles plus modéré. Cette rivalité entre personnes et entre lignes politiques aurait été le déclencheur de ces manifestations de rue. Bien sûr résiste encore l'explication d'une confrontation entre une opposition déterminée à détruire le système et un chavisme qui défendrait l'héritage du gouvernement.

Nous ne souhaitons pas pour autant dénigrer ces explications. Certaines d'entre elles, qui peuvent être approximatives, sont des formes de cerner la complexité des interactions politiques dans le Venezuela contemporain, et dans ce sens elles sont les bienvenues. Ce qui est, à notre égard, assez téméraire est de vouloir prendre une de ces explications pour faire sens de la situation actuelle dans des raisonnements qui s'articulent selon des logiques de surinterprétation des faits actuels et de naturalisation des processus sociaux qui sont loin d'être évidents. Une de ces articulations pourrait être : dans la difficile situation économique actuelle, l'opposition insérée dans une lutte à mort pour le pouvoir provoque des violentes manifestations de rue dans le but de produire un coup d'Etat. Ou aussi, l'opposition divisée n'a pas de message clair pour prendre le pouvoir. Mais aussi, Maduro doit faire face à une grogne des militaires en leur donnant des gages politiques.

Pour montrer pourquoi il nous semble que ces raisonnements sont exagérés, nous allons reprendre l'argumentation que Dahl a adressée à Mills dans les années 1950 dans leur débat sur la pertinence de parler d'une classe dominante aux Etats Unis. Au Venezuela, deux forces électorales s'affrontent. Et

---

<sup>11</sup> Les plus importantes transformations du marché vénézuélien en termes de stratégies d'expansion des entreprises pendant ces dernières années ont cherché à profiter de la consommation de la classe moyenne en expansion.

bien que l'on rencontre ici ou là un souhait de les réifier en leur attribuant des étiquettes construites sur des oppositions binaires qui font sens pour le grand public européen, il ne s'agit pas de deux groupes homogènes constitués autour de lignes claires. La limite d'une analyse comme celle que nous proposons consiste à parler sur la politique sans les mots que les politiques utilisent eux-mêmes pour faire sens de la politique. Mais il nous semble que poser les lignes d'affrontements en d'autres termes permet de replacer le débat sur un terrain qui ouvre la voie à une opinion politique plus contrastée.

### *Des groupes hétéroclites clairement opposés*

Pour sortir d'un raisonnement binaire sur la situation actuelle, nous allons tenter de désagréger le plus possible les groupes de pouvoir au sein de l'opposition et au sein du gouvernement. Pour les mettre en évidence nous nous sommes servis des mobilisations du mois dernier où ces forces ont été mises en scène par le gouvernement et l'opposition.

Du côté du gouvernement, il est possible de repérer trois groupes d'acteurs, chacun avec ses oppositions qui lui sont propres et ses zones d'influence qu'il serait trop long de décrire dans le détail. Tout d'abord du côté du pouvoir exécutif, il y a d'une part le secteur économique de l'équipe de gouvernement. Les ministres qui détiennent le pouvoir économique sont Marcos Torres (ministre des finances), Nelson Merentes (président de la banque centrale), Rafael Ramirez (président de l'entreprise pétrolière nationale) et Jorge Giordani (ministre de la planification). Ce secteur économique, bien que socialiste, est plutôt ouvert à sortir de la crise économique actuelle par la libéralisation partielle du marché et par un dialogue poussé avec les hommes d'affaires. Deux éléments vont dans cette direction. En plein milieu des affrontements, le président de la république a invité le principal syndicat d'hommes d'affaires (Jorge Roig) et l'homme le plus riche du Venezuela (Lorenzo Mendoza) à une « conférence de paix ». Cet événement a été utilisé comme excuse pour poursuivre les négociations par secteurs qui ont débuté en août 2013 et qui devraient déboucher sur la flexibilisation de certains contrôles<sup>12</sup>. Ces discussions ont déjà permis la légalisation du marché de change (rendu illégal en 2009). En pleines négociations avec le gouvernement, les principaux acteurs économiques ne jouent donc pas un rôle important dans la politique d'opposition et ne doivent pas être considérés comme des facteurs de pouvoir politique à court terme. À ces ministres, il faudrait ajouter les hauts gradés de l'armée qui ont un pouvoir de veto plus ou moins important sur certaines décisions. D'autre part, nous trouvons les ministres plus politiques du gouvernement. Ils sont, entre autres, Elias Jaua (ministre des affaires étrangères), Jorge Arreaza (vice-président), Miguel Rodríguez Torres (Ministre de l'intérieur) et Carmen Meléndez (Ministre de la défense).

A cette force exécutive centrale, il faut juxtaposer les exécutifs locaux (mairies et gouvernements d'Etat fédéraux). Ils forment une force importante et sont des appuis politiques essentiels dans les *scenarii* électoraux. Les gouverneurs les plus influents sont le gouverneur de l'Etat pétrolier de Zulia (Arias Cárdenas) et de l'Etat d'Anzoátegui qui va devenir très fortement pétrolier (Aristóbulo Istúriz). Les gouverneurs de Carabobo (Francisco Ameliach) et de Táchira (José Vielma Mora) sont aussi prépondérants. Ces gouverneurs contrôlent la machine électorale du Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV). Cette dernière est coordonnée par le Maire de Caracas (Jorge Rodríguez) et est dirigée par le Président de l'assemblée Nationale Diosdado Cabello. Cette force pourrait être qualifiée de pouvoir électoral du parti. Parallèlement à cette structure du parti sont actifs des groupes de base coordonnés dans différentes associations financées par le gouvernement telles que les Conseils Communaux, les Associations pour la gestion de l'eau, et d'autres groupes ad-hoc comme les « colectivos », dont certains sont armés. Ces associations de base sont essentielles pour la mobilisation électorale du PSUV. En termes de rapport de force institutionnel, le parti a une prévalence sur ces groupes de mobilisation de base puisque lors du premier congrès ordinaire du parti qui se tiendra en août, 70% des délégués seront des maires et des gouverneurs.

Finalement, du côté du gouvernement, les militaires jouent un rôle important. Le monde militaire vénézuélien est opaque et donc les informations lacunaires. Ils ont accès aux importations d'armes mais ont aussi à des positions économiques importantes notamment dans le secteur financier où ils disposent de compagnies d'assurances. Depuis l'année dernière, ils disposent aussi d'une chaîne de

<sup>12</sup> Bien que grand nombre d'hommes d'affaires sont, pour l'instant, sceptiques.

télévision propre. Dans l'ombre des groupes de puissants, squelette de la structure du gouvernement, agissent aussi des pouvoirs plus souterrains à travers les quelques 120 vice ministres et autres agents en fonctions dans les corps d'investissements régionaux des Etats.

La réponse politique aux manifestations de ces dernières semaines a mis en scène chacun de ces groupes d'influence. Le 18 février, les travailleurs pétroliers organisés par Ramírez se sont mobilisés à Caracas<sup>13</sup> ; le 5 Mars un défilé civique-militaire commémorait la première année de la mort d'Hugo Chavez. Y ont participé des représentants du « pouvoir populaire » dont un escadron en moto, suivis par un défilé plus typique des quatre corps de l'armée<sup>14</sup>. Le 15 mars une manifestation de soldats s'est mobilisée en défense de la dignité des Forces Armées<sup>15</sup>. La réponse politique du gouvernement a donc été d'exposer ses grands groupes de pouvoir que sont le pouvoir exécutif, sa machine de mobilisation politico-électorale et sa forte présence dans l'armée. Ainsi présenté, le gouvernement apparaît dans une forme de complexité très condensée. Cela permet de mettre en évidence que le gouvernement dispose encore d'un grand nombre d'atouts pour le maintien du pouvoir et que ses hommes forts contrôlent bien plus que la présidence de la République. Il est possible d'émettre l'hypothèse que malgré la difficile situation économique et les fluctuations que pourrait subir la popularité de Maduro, le chavisme est protégé de par son contrôle institutionnel, des turbulences politiques actuelles. Mais le gouvernement apparaît aussi multicéphale, obligé de pondérer l'influence de ces différents centres de pouvoirs qui ont acquis une plus grande autonomie depuis la mort de Hugo Chávez. Ainsi présentées, des oppositions en termes binaires peuvent être complexifiées. Les jeux d'alliances au sein du gouvernement activent des liens multiples et très changeants. Il nous semble qu'il y a là une des clefs de lecture de la situation actuelle. Le pouvoir exécutif se trouve inscrit dans des jeux pour le pouvoir dont les acteurs sont des groupes politiques avec des ressources nombreuses – notamment économiques – et des hommes forts qui jouent de leur influence électorale. Ces alliances sont changeantes et les groupes se défont très rapidement<sup>16</sup>. Dans cette situation politique délicate, Maduro cherche à s'imposer. Non seulement par rapport à l'opposition, mais surtout dans son propre camp où il ne détient pas le pouvoir d'intermédiation entre forces politiques dont disposait Chavez. Ce qui donne une sensation de brouillon politique. A ceci, il faut ajouter que le PSUV est majoritaire à l'Assemblée Nationale et qu'il a nommé tous les juges du tribunal suprême de Justice.

Du côté de l'opposition, le même type d'analyse s'impose. Mais il est possible de procéder à l'envers : déduire les forces politiques en présence à partir de l'observation des manifestations. Le samedi 22 mars, une manifestation de l'opposition devait atteindre Chacaito, quartier situé dans l'est de Caracas. Elle est partie de 5 points différents qui ont bien mis en scène les différentes tendances de l'opposition politique. La première manifestation était conduite par Henrique Capriles, du parti Primero Justicia, Gouverneur de l'Etat de Miranda (PJ) ; la deuxième par Lilian Tintori épouse de Leopoldo López du parti Voluntad Popular (VP) ; la troisième par Liborio Guarrula et Henri Falcón, respectivement gouverneurs des Etat d'Amazonie et de Lara membres du parti Avanzada Progresista (AP), le parti le plus à gauche de l'opposition ; la quatrième était menée par Ledezma, directeur de son parti Alianza Bravo Pueblo (ABP), maire de la ville de Caracas et proche du parti social démocrate Acción Democrática (AD) ; la cinquième était menée par Maria Corina Machado ancienne députée démise de ses fonctions par le président de l'assemblée nationale le 24 mars 2014 et dirigeante du mouvement parlementaire Movida Parlamentaria (MP). Cette manifestation illustre la façon dont le débat soulevé par les manifestations a été vécu par le groupement de partis politiques de l'opposition réunis dans la Mesa de la Unidad (MUD). Mais pour compléter les forces de la MUD, il faut ajouter le groupe social-démocrate formé par AD et Un Nuevo Tiempo (UNT). La MUD est un groupement de douze partis (ils étaient 43 à ses débuts) organisé autour de cinq partis principaux que sont de gauche à droite, AP, AD, UNT, VP et PJ. Pour participer à cette union de partis, Ledezma fait normalement alliance avec AD, et Maria Corina Machado n'y a même pas de représentation institutionnelle. Elle y est donc très minoritaire bien qu'elle ait été le député élu avec le plus grand nombre de voix.

<sup>13</sup> <http://www.telesurtv.net/articulos/2014/02/18/trabajadores-petroleros-marcharan-en-defensa-de-la-democracia-3516.html>

<sup>14</sup> <http://www.eluniversal.com/nacional-y-politica/protestas-en-venezuela/140306/alertan-la-desprofesionalizacion-de-las-fuerzas-militares>

<sup>15</sup> <http://www.eluniversal.com/nacional-y-politica/protestas-en-venezuela/140315/militares-participan-en-marcha-a-los-proceros-en-apoyo-a-la-fanb>

<sup>16</sup> Pour donner juste un exemple de cette vitesse, M. Kahn a été nommé ministre du commerce en janvier et n'a duré qu'une semaine à son poste.



Dans le jeu politique partisan il est donc possible d'expliquer le débat qui s'est niché au sein de la MUD. VP, ABP et MP sont des partis minoritaires au sein de l'alliance. MP n'a de présence que parlementaire, VP (Leopoldo López) a réalisé quelques bons scores lors des élections municipales mais ne dispose pas d'une structure partisane solide ; ABP est une tendance de AD, parti qui est déjà très diminué avec une présence parlementaire modérée et quelques mairies importantes. AP, PJ et UNT ont tous trois une structure politique partisane nationale et de nombreux élus locaux ainsi qu'une grande présence parlementaire. La proposition de Capriles qui avait été suivie par AP, UNT, AD et PJ était de construire sur la base des conseillers municipaux élus lors des élections locales et des autres positions institutionnelles acquises, une majorité politique forte qui permette de capitaliser la crise économique dans les élections législatives de fin 2015. Si l'on veut donner des étiquettes, Capriles proposait de mobiliser sur un message social dans une perspective électorale de moyen terme. Cette proposition qui permettait d'augmenter les marges de manœuvre des partis politiques les mieux constitués, déplaçait les plus petits partis au sein de la MUD. Leopoldo López, et Ledezma (sociaux-démocrates) ont fait une alliance de fait avec Maria Corina Machado (Droite) pour resituer le débat sur le terrain de la mobilisation de rue où ils pouvaient poser l'affrontement en termes d'égalité politique avec les autres forces de la MUD. Ils proposaient un message plus radical centré sur la perte du pouvoir d'achat des classes moyennes touchées par la situation économique. Ils avançaient une stratégie de promotion politique dans un discours radical et de court terme avec pour objectif, au moins affiché, de demander une assemblée constituante.

Mais l'opposition n'est pas seulement composée de ces partis politiques. A cette discussion purement stratégique s'est donc ajoutée une série de mobilisations étudiantes contre l'insécurité dans les campus puis pour la libération des prisonniers politiques. Une fois que ces manifestations « ont pris », d'autres groupes s'y sont fédérés. Parmi ces groupes, figurent des jeunes très radicaux d'universités de second rang, mais aussi des médecins<sup>17</sup>, des professeurs universitaires, des journalistes (contre la pénurie sélective de papier pour certains journaux puis contre la censure<sup>18</sup>), etc. Les groupes moins « encadrés » et plus radicaux ont décidé de fermer les axes principaux des grandes villes du Venezuela. Ces manifestations ont aussi mobilisé des « voisins » et des personnes non affiliées aux organisations politiques. Ce sont des agents qui ont été mobilisés par des structures de réseaux personnels et qui n'avaient, eux, pas de direction politique claire, autre qu'une forme de volonté d'exprimer son mécontentement.

Vu du côté de l'opposition, s'éclaircissent donc les contradictions du mouvement politique actuel. Elles peuvent être considérées comme le révélateur d'un manque de ligne politique, certes. Il nous semble cependant plus judicieux de les comprendre comme des débats à plusieurs niveaux. Le premier niveau est un débat stratégique au sein de la MUD, où un parti minoritaire a imposé les manifestations de rue comme terrain de lutte politique. Cette proposition s'est retrouvée avec des multiples stratégies de revendications sectorielles de la part des mouvements d'étudiants, de mouvements de médecins, de journalistes, de professeurs universitaires, etc., qui s'abreuvent de la situation économique actuelle. Ce climat de mobilisation a activé, à son tour, des réseaux plus ou moins connectés et plus ou moins déjà convaincus qui sont sortis manifester nombreux. La répression, mortelle à quelques reprises, a consolidé des revendications générées par les propres mobilisations : libération des prisonniers et défense des droits de l'humain. Il est bien possible que la motivation des manifestants qui se sont exprimées ait pu être la chute rapide du gouvernement et la « fin de la domination cubaine dans le pays ». Cependant, la grande majorité des composantes importantes de l'opposition (celles qui auraient la force politique de penser ce genre de mesures de court terme), étaient, elles, focalisées sur des discussions politiques concernant la stratégie électorale à plus ou moins long terme : élections de l'assemblée contre élections pour une assemblée constituante.

\*\*\*\*\*

La situation économique actuelle est grave et les manifestations ont connu un degré de violence qui est rare pour le Venezuela où la polarisation politique ne dégénérerait que très rarement en affrontements

<sup>17</sup> Il y a, en plus de la crise économique, un risque réel de pénuries de médicaments pour les patients chroniques.

<sup>18</sup> Nous ne faisons ici que reproduire les discours des agents en jeu.

mortels<sup>19</sup>. Dans ce cadre d'incertitude, le gouvernement donne l'impression de perdre le pouvoir et l'opposition d'être déboussolée. Ce texte a tenté d'apporter un regard sur la complexité de la situation, en échappant aux oppositions réductrices (opposition/chavisme). Il n'a pas cherché à prédire l'issue de la crise, ni même à imposer un sens à ce qui est en jeu. Il se veut une contribution au débat sur l'évolution d'un pays qui cherche la voie de la stabilité politique post-Chavez.

---

<sup>19</sup> Il y a plusieurs locus de politique où l'assassinat est commun, le secteur des syndicats de la construction par exemple. Mais la confrontation politique entre gouvernement et opposition avait très rarement causé des morts.